



Au plan national les organisations du « Groupe des 9 » appellent les retraité.e.s à l'action le jeudi 15 juin pour :

L'augmentation des pensions en urgence

Les retraité.es ne lâchent rien ! Nous avons montré, à de multiples reprises, notre opposition au projet de réforme des retraites en répondant en nombre aux appels de l'intersyndicale.

Nous avons pris une place importante dans les mobilisations aux côtés des salarié.es et des jeunes dans cette lutte inédite, unitaire.

Le 15 juin, sous différentes formes, le groupe des 9 appelle à agir pour l'augmentation des pensions, c'est une urgence.

Les reculs successifs des dates de revalorisation de 2008/2009/2015/2019 nous avaient déjà fait perdre une année d'augmentations. Tous les calculs font apparaître une perte comprise entre 2 et 3,3 mois de pension depuis 2017.

Pour 2023, les 0,8 % d'augmentation des pensions de base du régime général octroyés sont vécus comme une véritable provocation face à une inflation à 6,2 % qui ne cesse de progresser et qui pèse très lourdement sur le budget des ménages.

Selon la dernière étude Harris-CGT, **7 retraité.es sur 10** estiment que leur pouvoir d'achat a baissé depuis 2 ans et **9 retraité.es sur 10** estiment que les prix ont augmenté.

Des retraité.es de plus en plus pauvres !

13 % ont recours à des associations caritatives, à des magasins de déstockage pour se nourrir. **49 %** renoncent à des dépenses telles que la culture, les sports et les loisirs.

22 % renoncent à des soins.

33 % accèdent difficilement aux transports urbains et l'écart se creuse en ruralité.

Au travers de ces quelques exemples, nous mesurons bien les difficultés à vivre des retraité.es.

À cela, s'ajoutent les besoins de services publics de proximité, l'amélioration du système de santé, la défense de la Sécurité sociale avec, en premier lieu, l'arrêt des exonérations de cotisations sociales pour les entreprises.

**Le 15 juin, faisons entendre notre colère
pour exiger l'augmentation des pensions de retraite !**

**À Saint-Malo, rassemblement à 11 heures
devant la sous-préfecture**

À l'appel de CGT, FO, CFE-CGC, UNSA, FSU, Solidaires